23. MAA 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 28 décembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1960, portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes", a donné le 17 janvier 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e december 1961 door de Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, houdende statuut van de hulpkrachten van het Bestuur der posterijen", heeft de 17e januari 1962 het volgend advies gegeven :

Dans le but de faciliter l'intégration des agents auxiliaires dans les cadres définitifs, l'article 46 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes a prévu l'organisation, pendant une période de six ans, de concours spéciaux de recrutement réservés aux candidats bénéficiant d'un droit de priorité en vertu des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et aux auxiliaires qui satisfont à certaines conditions.

Le projet dispense les auxiliaires qui satisfont aux conditions requises par l'article 46 et qui sont, en outre, lauréats "d'une épreuve de recrutement ou de fin de formation professionnelle organisée par l'Administration des postes", de subir les épreuves du concours spécial d'admission au stage, lorsqu'ils sont candidats à un emploi de la quatrième catégorie. Le projet prévoit que ces auxiliaires seront classés parmi les lauréats du concours, en tenant compte des points qu'ils ont obtenus à l'épreuve qui leur vaut d'être dispensés des épreuves prévues à l'article 46 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960.

Selon le préambule du projet, les épreuves que ce projet prend en considération sont "à considérer comme étant équivalentes aux concours d'admission au stage dans les conditions prévues par l'article 46".

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones que le programme des épreuves prévues par l'article 46 du statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes n'est pas encore fixé et

.../...

et que les épreuves que le projet prend en considération sont des épreuves que l'Administration des postes organisait, sans y être tenue par aucun texte, lorsque la situation juridique des auxiliaires n'était pas encore déterminée par un statut et que ces agents étaient engagés par contrat.

Même s'il existe entre ces diverses épreuves une certaine équivalence, qu'il est d'ailleurs impossible d'apprécier actuellement puisque le programme de l'une d'elles n'est pas encore fixé, il apparaît cependant que des candidats qui seront recrutés par un procédé que l'article 46 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 qualifie de "concours" seront classés selon des résultats obtenus à des épreuves différentes, subies à des époques différentes et devant des jurys composés de façon différente. Un tel mode de recrutement méconnaît la règle de l'égalité entre tous les candidats, qui constitue un élément essentiel de la notion de concours donnant accès à des fonctions publiques. Il ne permet pas d'assurer une application correcte de l'article 4 des lois coordonnées relatives aux priorités . La détermination du rang de classement des candidats prioritaires, et plus spécialement l'attribution à ceux-ci du pourcentage de majoration de points prévu au deuxième alinéa de l'article 4 des lois coordonnées, suppose nécessairement que les candidats des diverses catégories aient été soumis aux mêmes épreuves et que leurs aptitudes aient été appréciées par un même jury. Il ne suffit pas qu'ils aient été soumis à des épreuves jugées équivalentes par le Gouvernement.

.../...

Pour les motifs développés ci-dessus, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet ne permet pas de respecter les dispositions des lois coordonnées relatives aux priorités qui doivent être appliquées, lorsque l'Administration recrute du personnel par la voie d'un concours.

\+

\+ \+

Si le Gouvernement estime qu'il est souhaitable de prendre des mesures pour faciliter la nomination comme agents de l'Etat de certains auxiliaires qui exercent des fonctions de la quatrième catégorie et ont réussi des épreuves organisées par l'Administration des postes, il pourrait organiser, à titre exceptionnel et par mesure transitoire, un recrutement dérogeant à la règle statutaire du concours et y substituant une appréciation des mérites des candidats sur la base du titre que constitue la réussite d'un examen de capacité. Lorsque des nominations sont subordonnées non pas au classement en ordre utile des candidats à un concours, mais à la production d'un titre de capacité délivré à l'issue d'un examen, il peut se concevoir que les candidats qui sont en compétition pour la nomination au même emploi présentent des titres de capacité obtenus à des épreuves différentes, présentées devant des jurys composés de façon différente et selon des programmes qui ne sont pas nécessairement identiques. Il suffit dans ce cas, pour respecter le principe de l'égalité, que les diverses épreuves prises en considération soient équivalentes et constituent un titre égal de capacité à l'exercice d'une fonction.

.../...

Si, pour la nomination à des emplois de la quatrième catégorie, le recrutement à la suite d'un examen est substitué au recrutement à la suite d'un concours, tel qu'il est actuellement prévu par l'article 46 du statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes, il y aurait lieu, lors des nominations, d'appliquer l'article 5 des lois coordonnées relatives aux priorités, et non plus l'article 4 de ces lois. Cet article 5 impose à l'autorité l'obligation de nommer tous les candidats prioritaires qui ont réussi l'examen avant de nommer les autres candidats.

Par contre, la substitution d'un examen de capacité à un concours de recrutement ne doit entraîner aucune modification de l'arrêté que le Gouvernement a l'intention de prendre pour assurer, lors des recrutements prévus par le titre XI du statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes, l'application de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique. Ce projet d'arrêté a été soumis au Conseil d'Etat le 21 novembre 1961 et a donné lieu à l'avis n°L.7700/1 du 5 décembre 1961. L'article 6, § 1er, alinéa 7, de la loi du 27 juillet 1961, qui permet au Roi d'aménager le quota de 50 p.c. des emplois réservés, notamment lorsqu'il s'agit d'épreuves organisées en vue de permettre l'intégration dans les cadres définitifs d'agents auxiliaires, s'applique, en effet, aussi bien lorsqu'il s'agit d'examens que lorsqu'il s'agit de concours.

\+

\+ \+

.../...

Les modifications que le Conseil d'Etat propose d'apporter au régime transitoire de recrutement des agents de la quatrième catégorie nécessitent un remaniement complet du projet. Le recrutement des agents de la quatrième catégorie se faisant selon un procédé différent de celui appliqué pour le recrutement des agents de la troisième catégorie, il conviendrait de modifier l'article 46 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, en indiquant que le recrutement au concours, que cet article prévoit, ne s'applique que lorsqu'il y a lieu de conférer des emplois de la troisième catégorie. Quant aux règles particulières applicables au recrutement des agents de la quatrième catégorie, elles devraient faire l'objet d'un article nouveau qui pourrait être inséré dans l'arrêté royal du 22 octobre 1960, après l'article 47,et qui adapterait les règles contenues aux articles 45 à 47 de cet arrêté royal aux conditions particulières au recrutement des agents de cette catégorie.

La motivation du projet devrait aussi être modifiée et faire apparaître pour quelle raison celui-ci déroge à la règle statutaire du recrutement au concours.

Le texte proposé ci-après tient compte de ces observations. Il apporte, en outre, au projet quelques modifications de pure forme.

\+

\+ \+

Le programme de l'épreuve qui sera organisée pour la nomination des agents de la quatrième catégorie n'étant pas encore fixé, le Conseil d'Etat croit utile d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'obligation

.../...

d'établir pour cet examen un programme équivalent à celui des épreuves organisées antérieurement par l'Administration des postes . Il ne pourrait se concevoir, en effet, que l'on soumette les candidats prioritaires à des épreuves plus difficiles que celles auxquelles ont été soumis les autres candidats.

\+

\+ +

Texte proposé par le Conseil d'Etat :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 22 OCTOBRE 1960 PORTANT STATUT DU PERSONNEL AUXILIAIRE DE L'ADMINISTRATION DES POSTES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement;

Vu l'avis du comité général de consultation syndicale;

.../...

Considérant que pour faciliter l'intégration dans les cadres définitifs des membres du personnel auxiliaire qui exercent des fonctions relevant de la quatrième catégorie des agents de l'Etat, il y a lieu de substituer aux concours d'admission au stage dont l'organisation est prévue par l'article 46 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, des épreuves de capacité ;

Considérant que les épreuves de recrutement ou de fin de formation professionnelle, qui ont été organisées par l'Administration des postes, sont équivalentes aux épreuves de capacité qui sont prévues par le titre XI de l'arrêté royal du 22 octobre 1960; que les auxiliaires, candidats à une nomination à un emploi de la quatrième catégorie, qui ont réussi les épreuves de recrutement ou de fin de formation profcssionnelle, peuvent ainsi être dispensés de subir les épreuves organisées en application du titre susdit;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 46, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Jusqu'à la date du 5 novembre 1966, des concours d'admission au stage sont organisés à l'Administration des postes, en vue de conférer des emplois de la troisième catégorie.

Ces concours sont réservés :

1° aux personnes bénéficiaires d'un droit de priorité en vertu des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° aux auxiliaires en service à la date du 5 novembre 1960;

3° aux auxiliaires qui ont réussi un examen de recrutement dont l'annonce est antérieure au 5 novembre 1960".

Article 2.-

Un article 47bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 47bis.- Par dérogation à l'article 17, b, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, il peut être procédé jusqu'au 5 novembre 1966 à la nomination à des emplois de la quatrième catégorie de l'Administration des postes, de candidats ayant réussi une épreuve de capacité.

Les épreuves de capacité sont organisées par l'Administration des postes. Elles sont réservées :

.../...

1° aux personnes bénéficiaires d'un droit de priorité en vertu des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° aux auxiliaires en service à la date du 5 novembre 1960;

3° aux auxiliaires qui ont réussi un examen de recrutement dont l'annonce est antérieure au 5 novembre 1960.

Les auxiliaires mentionnés à l'alinéa 1er peuvent, s'ils comptent au moins 2.400 heures de bons services et deux ans d'ancienneté, participer, sans autres conditions, à ces épreuves de capacité conduisant à l'emploi définitif dont les attributions correspondent à celles qu'ils ont exercées en qualité d'auxiliaire. Le supérieur hiérarchique apprécie la valeur de ces services.

La liste des grades correspondant aux emplois mis en compétition est déterminée par le Ministre ayant les postes dans ses attributions.

Le programme de ces péreuves de capacité sera fixé par le secrétaire permanent au recrutement sur proposition du Ministre ayant les postes dans sès attributions.

Ce programme peut comporter des matières se rapportant aux connaissances professionneles exigées pour la fonction à exercer.

Les récipiendaires ayant obtenu le minimum des points requis sont déclarés admissibles.

.../...

Les auxiliaires satisfaisant aux conditions requises par les alinéas 2 et 3 sont dispensés de se présenter à cette épreuve de capacité s'ils exercent des fonctions correspondant à celles de la quatrième catégorie des agents de l'Etat, s'ils sont lauréats d'une épreuve de recrutement ou de fin de formation professionnelle organisée par l'Administration des postes et s'ils ont obtenu à cette épreuve le minimum des points requis à l'épreuve de capacité.

En vue de leur nomination, les lauréats des diverses épreuves sont classés conformément à l'article 5, alinéa 1er, des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités. Les candidats appartenant à la cinquième liste sont classés selon le nombre des points qu'ils ont obtenus soit à l'épreuve de recrutement, soit à l'épreuve de fin de formation professionnelle, soit à l'épreuve de capacité.

Les auxiliaires classés en ordre utile pour être nommés sont dispensés du stage et de l'examen d'admission définitive.

En vue de l'avancement, ils sont classés parmi les candidats qui ont réussi, à la première épreuve, l'examen d'admission définitive. Par dérogation à l'article 34ter de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, leur classement est déterminé par le résultat de l'épreuve de capacité ou de l'épreuve qui y est assimilée par le présent article. La cote de cette épreuve est calculée sur un maximum de 20 points.

.../...

Les candidats nommés en application du présent article et qui n'ont pas la qualité d'auxiliaire sont admis au stage. Les résultats qu'ils ont obtenus à l'épreuve de capacité sont assimilés aux résultats d'un concours d'admission au stage, pour l'application des dispositions statutaires qui prennent ces résultats en considération.

Les auxiliaires qui sont dispensés de se présenter à l'épreuve de capacité ont cependant la faculté de se présenter à celle-ci en vue d'améliorer leur classement".

Article 3.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Ten einde de opneming van de hulpkrachten in de vaste kaders te vergemakkelijken, heeft artikel 46 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen bepaald, dat zes jaar lang bijzondere vergelijkende wervingsexamens worden ingericht, uitsluitend voor gegadigden die hun prioriteitsrecht aan de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ontlenen en voor hulpkrachten die aan bepaalde voorwaarden voldoen.

De hulpkrachten die aan de voorwaarden van artikel 46 voldoen en bovendien voor "een door de Post ingerichte aanwervings- of einde beroepsopleidingsproef" geslaagd zijn, ontslaat het ontwerp van het bijzonder vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, wanneer zij kandidaat zijn voor een betrekking vierde categorie. Het ontwerp bepaalt, dat zij onder de geslaagden van het vergelijkend examen zullen worden gerangschikt, met inachtneming van de punten die zij hebben behaald bij het examen op grond waarvan zij zijn vrijgesteld van de examens bedoeld in artikel 46 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960.

Volgens de aanhef moeten de door het ontwerp overwogen examens "beschouwd worden als gelijkwaardig met de examens voor toelating tot de stage in de voorwaarden voorzien bij artikel 46".

.../...

Naar de gemachtigde van de Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon aan de Raad van State heeft verklaard, is het programma van de examens, bedoeld in artikel 46 van het statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, alsnog niet vastgesteld, zodat het ontwerp examens op het oog heeft zoals het Bestuur der posterijen, zonder daartoe door een tekst te zijn verplicht, er organiseerde toen de hulpkrachten nog geen rechtspositieregeling hadden en bij overeenkomst werden aangeworven.

Zelfs al is er tot op zekere hoogte gelijkwaardigheid tussen al die examens, hetgeen thans echter moeilijk te beoordelen is, omdat het programma van één ervan nog niet is vastgesteld, het blijkt nochtans dat de kandidaten die zullen worden aangeworven volgens een procedure welke artikel 46 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 "vergelijkend examen" noemt, zullen worden gerangschikt volgens de uitslagen die in verschillende examens , op verschillende tijdstippen en voor verschillende examencommissies zijn behaald. Een zodanige aanwerving doet afbreuk aan de regel dat alle kandidaten gelijk zijn, welke regel een hoofdbestanddeel is van het begrip vergelijkend examen voor toelating tot betrekkingen in overheidsdienst. Op die wijze kan artikel 4 van de gecoördineerde prioriteitswetten onmogelijk een correcte toepassing krijgen. Voor de rangschikking van de prioriteitsgerechtigden en inzonderheid voor de toekenning van het percentage der puntenverhoging,

.../...

bedoeld in artikel 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, is het nodig dat de kandidaten van de onderscheiden categorieën dezelfde examens hebben afgelegd en dat een en dezelfde examencommissie over hun geschiktheid heeft geoordeeld. Het is niet genoeg, dat zij examens hebben afgelegd die door de Regering gelijkwaardig worden geacht.

Om deze redenen acht de Raad van State het ontwerp niet in overeenstemming met de bepalingen van de gecoördineerde prioriteitswetten die moeten worden toegepast wanneer de Administratie personeel aanwerft bij wege van vergelijkend examen.

\+

\+ \+

Acht de Regering maatregelen wenselijk om sommige hulpkrachten, die een ambt vierde categorie uitoefenen en geslaagd zijn voor examens welke door het Bestuur der posterijen zijn ingericht, gemakkelijker tot Rijksambtenaar te kunnen benoemen, dan zou zij in een uitzonderings- en overgangsregeling kunnen aanwerven met afwijking van het in het statuut voorgeschreven vergelijkend examen, waarvoor een beoordeling van de verdiensten der kandidaten op grond van die andere rechtstitel : het slagen voor een geschiktheidsexamen, in de plaats zou komen. Wanneer benoemingen niet van de batige rangschikking bij een vergelijkend examen, maar van de overlegging van een na examen afgegeven bewijs van geschiktheid afhankelijk zijn, kan het gebeuren, dat de kandidaten die in competitie komen

.../...

voor eenzelfde betrekking, geschiktheidsbewijzen overleggen die afgegeven zijn naar aanleiding van verschillende, voor verschillende commissies en op niet noodzakelijk gelijke programma's afgelegde examens. In dat geval is het voldoende, opdat het gelijkheidsbeginsel geëerbiedigd wordt, dat de in aanmerking genomen examens gelijkwaardig en een gelijke titel van geschiktheid voor het uitoefenen van een betrekking zijn.

Indien, voor benoeming in betrekkingen vierde categorie, bij examen wordt aangeworven, in plaats van bij vergelijkend examen zoals artikel 46 van meergenoemd statuut thans voorschrijft, dient bij de benoemingen niet meer artikel 4 maar artikel 5 van de gecoördineerde prioriteitswetten te worden toegepast. Krachtens dit artikel 5 moet de overheid alle voor het examen geslaagde prioriteitsgerechtigden vóór de overige kandidaten benoemen.

De vervanging van een vergelijkend wervingsexamen door een geschiktheidsexamen betekent echter niet, dat wijziging nodig is in het besluit dat de Regering voornemens is vast te stellen opdat bij de **wervingen,** bedoeld in titel XI van het statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, toepassing kan worden gemaakt van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika. Dit ontwerpbesluit is op 21 november 1961 voorgelegd aan de Raad van State, die daarover op 5 december 1961 onder nr L.7700/1 heeft geadviseerd. Artikel 6, § 1,

.../...

zevende lid, van de wet van 27 juli 1961, krachtens hetwelk de Koning het quota van 50 t.h. van de voorbehouden betrekkingen kan aanpassen, onder meer wanneer het gaat om examens die worden ingericht om hulpkrachten in de vaste kaders te kunnen opnemen, geldt immers zowel voor gewone als voor vergelijkende examens.

+

\+ +

De wijzigingen welke de Raad van State voorstelt aan te brengen in de overgangsregeling voor de werving van ambtenaren vierde categorie, maken een totale omwerking van het ontwerp noodzakelijk. Aangezien de ambtenaren van de vierde categorie volgens een andere procedure worden aangeworven dan die van de derde, dient artikel 46 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 zo te worden gewijzigd, dat de daar bedoelde werving bij vergelijkend examen alleen geldt voor betrekkingen derde categorie. Voor de bijzondere regelen betreffende de werving van de ambtenaren vierde categorie is een nieuw artikel nodig - in te voegen in het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 na artikel 47 -, om de voorzieningen van de artikelen 45 tot 47 aan te passen aan de bijzondere wervingsvoorwaarden voor het personeel van die categorie.

.../...

Ook de motivering van het ontwerp dient te worden gewijzigd en aan te geven waarom het afwijkt van de statuutregel, dat de werving bij vergelijkend examen plaats heeft.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden en worden bovendien enkele wijzigingen aangebracht die alleen de vorm betreffen.

\+

\+ +

Nu het programma van het voorgenomen examen voor de benoeming van het personeel vierde categorie nog niet is vastgesteld, acht de Raad van State het dienstig erop te wijzen, dat het gelijkwaardig zal moeten zijn aan dat van de examens welke het Bestuur der posterijen vroeger inrichtte. Het gaat niet op, dat prioriteitsgerechtigden strengere examens zouden afleggen dan anderen hebben gedaan.

\+

\+ +

.../...

Tekst door de Raad van State voorgesteld :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 22 OKTOBER 1960 HOUDENDE STATUUT VAN DE HULPKRACHTEN BIJ HET BESTUUR DER POSTERIJEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat ;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Overwegende dat het, ten einde hulpkrachten die ambten van de vierde categorie van het Rijkspersoneel uitoefenen gemakkelijker in de vaste kaders te kunnen opnemen, nodig is het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, voorgeschreven in artikel 46 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, door geschiktheidsexamens te vervangen ;

.../...

Overwegende dat de door het Bestuur der posterijen ingerichte wervingsexamens en einde-beroepsopleidingsexamens gelijkwaardig zijn met de geschiktheidsexamens bedoeld in titel XI van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 ; dat de voor wervingsexamens of einde-beroepsopleidingsexamens geslaagde hulpkrachten die kandidaat zijn voor een betrekking vierde categorie, dus mogen worden vrijgesteld van de krachtens genoemde titel ingerichte examens ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en van Onze Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 46, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Tot 5 november 1966 worden bij het Bestuur der posterijen vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd ingericht met het oog op het begeven van betrekkingen van de derde categorie.

.../...

Voor deze vergelijkende examens komen alleen in aanmerking :

1° prioriteitsgerechtigden krachtens de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ;

2° hulpkrachten in dienst op 5 november 1960 ;

3° hulpkrachten die geslaagd zijn voor een wervingsexamen dat vóór 5 november 1960 is uitgeschreven".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 47bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 47bis. In afwijking van artikrl 17, b, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, kunnen,tot 5 november 1966, kandidaten die voor een geschiktheidsexamen zijn geslaagd, bij het Bestuur der posterijen in betrekkingen van de vierde categorie worden benoemd.

De geschiktheidsexamens worden door het Bestuur der posterijen ingericht. Voor deze examens komen alleen in aanmerking :

1° prioriteitsgerechtigden krachtens de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ;

2° hulpkrachten in dienst op 5 november 1960 ;

3° hulpkrachten die geslaagd zijn voor een wervingsexamen dat vóór 5 november 1960 is uitgeschreven.

.../...

Indien de in het eerste lid genoemde hulpkrachten ten minste 2.400 uren goede dienst en twee jaar anciënniteit tellen, mogen zij zonder andere voorwaarden deelnemen aan die geschiktheidsexamens, die leiden tot de vaste betrekking waarvan de dienstbevoegdheid overeenstemt met die welke zij als hulpkracht hebben uitgeoefend. De hiërarchische meerdere beoordeelt die diensten.

De lijst van de graden die met de te begeven betrekkingen overeenkomen, wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren.

Het programma van die geschiktheidsexamens wordt vastgesteld door de vaste wervingssecretaris op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren.

Dit programma omvat vakken die betrekking hebben op de voor de uit te oefenen betrekking vereiste vakkennis.

De examinandi die het vereiste minimum aantal punten behaald hebben, worden toelaatbaar verklaard.

De hulpkrachten die voldoen aan de voorwaarden van het tweede en het derde lid, hoeven aan dit geschiktheidsexamen geen deel te nemen indien zij een ambt uitoefenen dat overeenstemt met een ambt van de vierde categorie bij het Rijkspersoneel, geslaagd zijn voor een door het Bestuur der posterijen ingericht wervingsexamen of einde-beroepsopleidingsexamen, en daarin het minimum aantal punten hebben behaald dat voor het geschiktheidsexamen vereist is.

.../...

Met het oog op hun benoeming worden zij die voor de onderscheiden examens geslaagd zijn, gerangschikt overeenkomstig artikel 5, eerste lid, van de gecoördineerde prioriteitswetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947. De kandidaten van de vijfde lijst worden gerangschikt volgens het aantal punten dat zij hebben behaald hetzij in het wervingsexamen, hetzij in het einde-beroepsopleidingsexamen, hetzij in het geschiktheidsexamen.

De batig gerangschikte hulpkrachten zijn ontslagen van de proeftijd en van het examen voor toelating in vaste dienst.

Met het oog op bevordering worden zij gerangschikt onder de kandidaten die voor het eerste uitgeschreven examen voor toelating in vaste dienst geslaagd zijn. In afwijking van artikel 34ter van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel wordt hun rangschikking bepaald door de uitslag van het geschiktheidsexamen of van het examen dat dit artikel daarmede gelijkstelt. Het cijfer voor dit examen wordt op een maximum van 20 punten berekend.

De met toepassing van dit artikel benoemde kandidaten die geen hulpkracht zijn, worden toegelaten tot de proeftijd. De uitslagen die zij bij het geschiktheidsexamen hebben behaald, worden met de uitslagen van een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd gelijkgesteld voor de toepassing van de statuutbepalingen die met deze uitslagen rekening houden.

.../...

De hulpkrachten die van het geschiktheids-examen ontslagen zijn, mogen er toch aan deelnemen met het oog op een betere rangschikking".

Artikel 3.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en Onze Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

De Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.